

La population italienne a infligé dimanche soir un revers retentissant aux vellétés plébiscitaires de Matteo Renzi et de son gouvernement[1]. Le 4 décembre, les Italiens étaient en effet appelés à se prononcer sur une refonte de la Constitution proposée par le gouvernement. Un vote très politique dans lequel le président du Conseil avait décidé de jouer son va-tout. Le 59.1% des votants a refusé la réforme. A minuit, soit une heure à peine après la fermeture des locaux de vote, Matteo Renzi a annoncé sa démission. L'extraordinaire engouement suscité par ce vote constitutionnel peut paraître étonnant à un lecteur non averti. Un engouement qui s'est d'ailleurs traduit dans les urnes, par une participation record : un peu moins de 70% d'Italiens (65.5% si on y ajoute les Italiens de l'étranger) sont allés voter cette fois-ci, contre 34% en 2001 et 53.8% en 2006. Bref, du jamais vu, pour ce genre d'objets depuis une vingtaine d'années[2].

Plus étonnant encore peut-être est l'intérêt que cette question a suscité sur le plan international. Le 12 août 2016, le Wall Street Journal dresse le tableau d'un pays à la croissance zéro, dont la dette se monte aujourd'hui à 135% du PIB, et dont le chômage des jeunes (36.5%) est bien au-dessus du taux des pays de la zone euro (20.8%) ; il en concluait que la consultation italienne devenait « spécialement vitale et sans doute plus importante que le Brexit [...] ». Et le journaliste de poursuivre : « *Un succès du référendum devrait conduire à une plus grande stabilité des gouvernements italiens qui, en retour, devraient pouvoir leur permettre d'introduire des réformes nécessaires à la croissance économique.* » [3] Un sentiment partagé par le *New York Times*, ainsi que par le *Financial Times* : « L'Italie a besoin d'un système politique plus efficace qui permette des réformes économiques décisives. » [4] Tous y sont allés de leurs commentaires sur la nécessité, pour la « stabilité » politique, économique et financière de la Péninsule, d'un vote positif le 4 décembre. En bref la réforme constitutionnelle était vue comme nécessaire bien que sans doute insuffisante pour soigner un pays « malade », à l'économie parmi les plus fragiles d'Europe. [5] A cette campagne de presse ont fait écho les propos de l'ambassadeur des USA à Rome, John Philips : « Tout ce que je peux dire, a-t-il déclaré début septembre, du point de vue des Etats Unis c'est que si le référendum échouait, cela constituerait un grand pas en arrière pour les investissements étrangers. » [6]

Pourtant, à mesure que la victoire du Non devenait probable la presse internationale, *The Economist* en tête, a fait volte-face [7]. Et au sortir des urnes, Bruxelles tentait de minimiser l'impact du vote en insistant sur le fait qu'il s'agissait d'une « *question italienne et non de l'Union européenne* ». Quant à Pierre Moscovici, il réaffirmait sa confiance dans la solidité de ce pays.

Mais d'où vient cet intérêt pour une question apparemment interne aux institutions italiennes ? On pourrait bien sûr soutenir que cette attention « soudaine » pour la Constitution est liée à une « erreur tactique » de Matteo Renzi ; le président du Conseil n'a-t-il pas tant et si bien « personnalisé » ce vote qu'il en a fait la condition du maintien de son gouvernement ? Défendre ce point de vue reviendrait cependant à manquer singulièrement de mémoire : les modifications constitutionnelles soutenues à grands cris par Matteo Renzi s'inscrivent en effet dans la droite ligne des attaques dont la Constitution a été l'objet depuis une vingtaine d'années et dont la traduction dans la politique concrète a précisément consisté dans le démantèlement de l'Etat providence.

L'esprit du néolibéralisme traduit en droit

Car c'est bien de la Constitution de 1948 qu'il s'agit. Un rapport daté de mai 2013 sur la

zone euro, publié par la société financière J. P. Morgan peut nous en donner confirmation.

Selon ce document, les constitutions issues de la lutte contre le fascisme et sur lesquelles « *les partis de gauche* » avaient exercé une « *forte influence* » étaient l'une des causes structurelles des crises qui frappaient les pays du Sud. Ces constitutions, poursuivait le rapport de la société incriminée par le gouvernement US dans la crise des subprimes, avaient pour principale faiblesse : « *des exécutifs faibles, des Etats centraux faibles comparés aux pouvoirs des régions ; une protection constitutionnelle des droits des travailleurs ; des systèmes politiques basés sur le consensus qui favorise le clientélisme ; le droit de protester si des changements non souhaités au statu quo politique sont introduits.* »[8]

Derrière les discours sur la nécessaire réforme de la Constitution pour la rendre plus « agile », plus « flexible », et surtout plus compatible avec les exigences de l'Europe néolibérale, se cachaient en réalité donc des attaques bien réelles non seulement à la lettre, mais aussi à l'esprit de la Constitution ; « *l'esprit de la résistance traduit en droit* » pour reprendre la belle expression de son père spirituel, Piero Calamandrei. Car les modifications apportées à la Constitution de 1948 associées à la nouvelle loi électorale (l'*italicum*), visaient à renforcer l'exécutif en mettant les institutions de la République essentiellement entre les mains d'une seule force politique et de son leader ; le redimensionnement du pouvoir du Sénat, devenant une antichambre du parlement (nommée et non élue par la population), ainsi que la suppression des Provinces pour sensément « *contenir les coûts des institutions* ». Un même objectif était visé : l'affirmation d'un pouvoir centralisé où les citoyens pourraient de moins en moins faire entendre leurs voix, alors même que les mesures d'austérité ne cessent de s'abattre sur un pays toujours plus exsangue. Les modifications apportées à la Constitution deviendraient le gage de la stabilité dans la mondialisation capitaliste.

La victoire du NON a ainsi représenté un sérieux coup d'arrêt à la mise en application d'une conception de gouvernement à la fois autoritaire et fondée sur l'état d'urgence. Une victoire portée par une extraordinaire mobilisation ces derniers mois qui a investi des secteurs très larges de la population : des mouvements issus de la société civile, des centres sociaux, des associations de quartier, l'ensemble de la gauche radicale, de la gauche du Parti Démocrate, des syndicats de base, de la CGIL bien que son opposition ne se soit pas traduite en forte mobilisation, de l'Association Nationale des Partisans d'Italie (ANPI)...[9]. La bataille pour le Non a donc été bien au-delà de la pure et simple « sanction » au gouvernement ; il est absolument nécessaire de comprendre cela faute de quoi nous risquerions d'entériner l'idée que cette refonte de la Constitution non seulement pourrait mais devrait être acceptée dans d'autres circonstances. L'ensemble de ces secteurs s'est en effet mobilisé au nom de la défense de la souveraineté populaire et des droits démocratiques élémentaires garantis par la Constitution italienne. A cela s'est ajouté l'idée plusieurs fois répétée que la Constitution ne devait pas être réformée, mais véritablement appliquée. Car comme le relevait l'historien et militant anticapitaliste Antonio Moscato : « *depuis de nombreuses décennies la Constitution n'a été appliquée, au moins en partie, que lorsqu'un mouvement de contestation radicale, venant d'en bas, des usines, des écoles, de la rue* » s'est levé ; cela a notamment été le cas dans le cadre de la protection des travailleurs[10].

« J'assume l'entière responsabilité de la défaite... »

Près de six Italiens sur dix ont dit Non en rejetant massivement la réforme qui était au cœur

du programme politique de Matteo Renzi et des alliances qu'il avait passées dans un premier temps, avec Silvio Berlusconi, dès après son arrivée au pouvoir en février 2014. Beaucoup ont insisté sur l'« erreur » du président du conseil d'en avoir fait sa bataille politique majeure, quitte à risquer sa place. Et il est vrai que la campagne a été menée tambour battant, multipliant la propagande dans les rues italiennes, les meetings, les interviews et débats télévisés... Peu ont en revanche relevé que les Italiens n'ont pas seulement clairement rejeté Matteo Renzi, mais aussi les politiques qu'il a défendues et menées durant les 1000 jours de son gouvernement : le *Job Act*, qui a donné à l'entreprise un pouvoir discrétionnaire sur les modalités d'engagement et de licenciement; l'abolition de l'article 18 du Code du travail, considéré comme un « *totem idéologique* » des années 1970 par Matteo Renzi, qui protégeait les travailleurs contre les licenciements abusifs et imposait leur réintégration ; la réduction des salaires ; une libéralisation du travail qui allait de pair avec la privatisation des services publics et d'une partie du patrimoine national, sans parler de la réforme de l'école toujours plus au service des privés[11].

La démission de Matteo Renzi est donc la conclusion logique de la désaffection grandissante d'une population italienne qui est en train de s'appauvrir massivement. Une désaffection qui s'est récemment exprimée dans les urnes lors des élections administratives locales de juin dernier. Le PD a alors perdu 12 chefs-lieux. Virginia Raggi et Chiara Appendino, deux jeunes femmes issues des rangs du Mouvement 5 étoiles (M5S), ont été largement élues, respectivement à la mairie de Rome et de Turin. On s'en souvient, Matteo Renzi avait alors souligné le caractère « local » de ces élections, annoncé qu'il ne changerait pas de politique, et proclamé qu'il était bien décidé à rester jusqu'en 2023. Une bravade face à un PD en perte de vitesse et dont le programme politique entrainait de plus en plus en contradiction radicale avec le quotidien de l'écrasante majorité des Italiens, et en particulier des classes populaires. A Rome, par exemple, Virginia Raggi a été plébiscitée dans les quartiers populaires, contre le candidat démocrate largement élu dans les quartiers cossus de la ville.

Le Non de la révolte

Le Non l'emporte pratiquement dans toute l'Italie avec des pourcentages particulièrement élevés dans le Sud; en Sicile (71.2%), en Sardaigne (72.5%), en Campanie (68.4%) ou dans les Pouilles (67.2%). Dans le Nord, c'est en Vénétie, fief de la Lega Nord de Matteo Salvini, que le Non fait son score le plus élevé (61.8%). Seules trois régions font exception : la Toscane de Matteo Renzi, vote Oui à 52.4%, l'Emilie Romagne à 50.3% et le Trentin à 57%. Sans surprise, les Italiens de l'étranger ont eux aussi soutenu la refonte de la Constitution à 60.24%[12]. Au sortir des urnes, les journalistes ont tous relevé chacun à leur manière la signification fortement politique de ce vote : un vote sanction.

Mais de qui est constitué ce « peuple de la révolte » dont parlait le directeur du journal patronal *La Stampa* au sortir des urnes ? Selon les dernières données, les chômeurs se sont prononcés à plus de 70% pour le Non ; une portion donc significative dans un pays où le taux de chômage officiel est particulièrement élevé (11.6%). Ont également rejeté la refonte de la Constitution les indépendants (76%), catégorie assez floue qui peut renvoyer à tous ceux (commerçants, conducteurs de taxi, petits paysans, petits entrepreneurs...) qui peinent à joindre les deux bouts et parmi eux, le large secteur dit de la « débrouille ». A cela s'ajoutent les femmes au foyer (66%), c'est-à-dire celles qui mieux que tout autre connaissent les effets du *food social gap*, c'est-à-dire des écarts sociaux qui se reflètent de plus en plus dans la baisse de la part destinée à la nourriture dans le budget familial

(les femmes sont par ailleurs ici comme ailleurs parmi les plus touchées par le chômage).

Ainsi, selon Caterina Pasolini, au cours de ces 7 dernières années, cette dépense a diminué en moyenne de 12%, mais elle atteint jusqu'à 19% dans les familles ouvrières et plus de 28% parmi les chômeurs[13]. Et c'est en particulier le cas dans le Sud de la Péninsule (16.6% de moins) qui connaît également le plus fort taux de chômage.

Le Non l'a aussi clairement remporté dans la catégorie des plus jeunes frappés de plein fouet par la crise. Plus de 61% des 18 à 29 ans s'est prononcé contre la refonte de la Constitution ; parmi ceux-ci 58% d'étudiants. Une proportion qui monte à 69% pour les 30 à 44 ans. Finalement, les seuls à s'être prononcés en faveur de la refonte sont les retraités (55%) et parmi ceux-ci bien sûr ceux de l'étranger, sans doute fortement influencé par le discours des autorités européennes.

Un vote populiste ?

Le camp du Oui, mené tambour battant par Matteo Renzi et son gouvernement a pu s'appuyer sur une campagne internationale visant essentiellement à démontrer les conséquences catastrophiques pour l'Italie d'un Non à la nouvelle Constitution. Le gouvernement Renzi n'a de plus pas cessé d'agiter la menace d'un écroulement général si un Non aux réformes constitutionnelles triomphait dans les urnes. Matteo Renzi a même tenté de dramatiser cette consultation populaire en en fixant la date au 4 décembre, c'est-à-dire précisément le jour de l'élection du président autrichien, pour laquelle le candidat de l'extrême droite paraissait particulièrement bien placé. La « peur » a été instillée par le PD, son leader, les marchés, et l'UE à tout moment. La peur n'a cependant pas dissuadé les électeurs. Certains commentateurs ont vu dans ce vote encore une nouvelle expression du populisme (désormais un mot valise)... et en particulier du succès du mouvement 5 étoiles partisan déclaré du Non...

L'écrasante majorité des partis politiques se sont prononcés contre la réforme constitutionnelle ; ils ont été suivis par leur électorat. 88% des électeurs de la Lega Nord et du M5S ont voté Non. A gauche de l'échiquier politique 68% des électeurs de Sinistra Italiana (SI), de Sinistra ecologia e Libertà (SEL) et de la gauche radicale se sont prononcés contre la réforme. Mais le Non a également grignoté les électeurs du PD (quelques 15% d'entre eux). Les indécis ont quant à eux aussi joué un rôle important ; 60% d'entre eux se seraient finalement prononcés pour le Non. Signe des temps et de la fin de ce que Alberto Meloni appelle « la culture politique du long et pacifique après-guerre », la colère et la détermination des Italiens s'est exprimée dans ce vote au-delà de l'emprise des partis du Non. C'est sans doute pourquoi, les politiques voient aujourd'hui avec crainte le mécanisme même du référendum, en l'envisageant comme un « *instrument de dissolution de l'autorité* » constituée[14].

Et maintenant...

« Le Non n'est guère enthousiasmant parce que nous nous trouvons en curieuse compagnie » avait confié la fondatrice du *Manifesto*, Rossana Rossanda appelant néanmoins à s'opposer à la réforme constitutionnelle. Il est évident que la constellation large du Non va avoir de la peine à se saisir de l'opportunité politique qu'ouvre la chute du gouvernement.

A droite, les forces sont heureusement divisées : la Lega Nord, sans doute bientôt rebaptisée « Lega degli Italiani » pour répondre aux vellétés nationales du parti de Matteo Salvini, se pousse déjà au portillon ; à mi-novembre, il était crédité de 10% d'intention de vote, soit moins 5 points par rapport aux estimations de juin 2015, mais la victoire du Non peut lui donner quelques ailes. Le parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, est lui aussi estimé à quelques 12%.

Mais c'est surtout le M5S qui, en l'état bénéficierait des prochaines élections. Ce mouvement est aujourd'hui devenu le porte bannière de l'opposition à Matteo Renzi. Il balaie un spectre très large de la population italienne, allant puiser ses voix auprès des électeurs de droite, de gauche et du centre. Jusqu'ici défini comme le parti des jeunes, le M5S a élargi sa base électorale au 35-55 ans. En remportant les mairies de Rome et Turin, il s'est affirmé selon Beppe Grillo comme un parti « capable de gouverner »^[15]. Ce dernier n'a d'ailleurs pas cessé de chercher à rassurer les forces politiques et économiques qui comptent : « *Si le M5S va au pouvoir, il n'arrivera rien [...] que les marchés se rassurent* ».

C'est ce mouvement que le PD, la Lega, FI veulent contrer. Mais le M5S constitue aussi une difficulté supplémentaire à la tâche pourtant si nécessaire de la recomposition d'une gauche de gauche en Italie, un peu à l'image de la « confiscation » par le mouvement de Beppe Grillo, de la place phare des luttes ouvrières turinoises lors du tout dernier meeting pour le Non. Comment une gauche de gauche va-t-elle pouvoir engranger les fruits de cette victoire ? Là se situe le nœud du problème. Il s'agit bien entendu d'entendre la volonté populaire ; c'est-à-dire d'en appeler à la dissolution du Parlement et à un retour aux urnes rapides. Mais il s'agit aussi, quoiqu'en disent les médias, de prendre la mesure du vote qui vient d'avoir lieu. La discussion sur la Constitution n'a pas été oubliée lors des débats, la sanction a aussi porté sur les modifications au cadre légal de la République italienne. La population ne s'est donc pas uniquement fiée à son « ventre », comme le clamait le leader du M5S, Beppe Grillo, mais aussi à sa tête. On ne peut ainsi tout simplement exclure le fait que le vote de dimanche soit aussi l'expression d'une volonté politique tournée vers l'avenir. Une volonté qui peut offrir l'occasion, comme le soutient dans son dernier communiqué le petit groupe de gauche radicale Sinistra anticapitalista, « *de la reprise de la mobilisation sociale et des luttes sur les lieux de travail, dans les écoles, les universités, pour la défense des droits, de l'environnement et de l'amélioration de vie et de travail du plus grand nombre* ».

Notes

^[1] Article 1 de la Constitution italienne. Une version courte de cet article est parue en espagnol sur le site Viento Sur. Cette version plus complète est aussi publiée par New Politics

^[2] *Repubblica*, 6 décembre 2016

^[3] Richard Barley, « Italy : At the Heart of Europe's Growing Pains, The Wall Street Journal, 12 August 2016.

^[4] « *Rome needs reform but stability is the priority* », *Financial Time*, 1 décembre 2016

^[5] Maria Salas Oraa, « Italia se convierte en el nuevo enfermo económico de Europa », *El País*, 13 août 2016.

Référendum en Italie : « la souveraineté appartient au

<https://www.contretemps.eu>

peuple... »

redaction

[6] Daniela Preziosi, « US Ambassador to Italy », *Il Manifesto*. Global edition, september 14, 2016 (<http://ilmanifesto.global>)

[7] « Why Italy should vote No in its referendum », *The Economist*, 24 Novembre 2016.

[8] J.P. Morgan, « The Euro area adjustment : about half way there », *Europe Economic Research*, 28 May 2013.

[9] Cinzia Arruzza, « Democracy against Neoliberalism », *Jacobin*, 5 décembre 2016.

[10] Antonio Moscato, « Irresponsabili giochi di guerra », *Movimento operaio*, 17 octobre 2016. <http://antoniomoscato.altervista.org/>

[11] Francesco Locantore, « La buona scuola liberista di Renzi », *Il marxismo libertario*, 5 septembre 2014 (<https://ilmarxismolibertario.wordpress.com>)

[12] Tous les chiffres sont tirés de Ilvo Diamanti, *Repubblica*, 6 décembre 2016.

[13] Caterina Pasolini, « La crisi a tavola », *Repubblica*, 24 octobre 2016.

[14] *Le Monde*, 5 décembre 2016

[15] (<http://beppegrillo.it>)